

Art. 2. Le ministre qui a la Santé publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 21 mai 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé publique,
F. VANDENBROUCKE

Art. 2. De minister bevoegd voor Volksgezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 21 mei 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid,
F. VANDENBROUCKE

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2023/43020]

11 MAI 2023. — Arrêté ministériel établissant le règlement d'ordre intérieur de la commission d'agrément compétente pour les experts judiciaires et pour les traducteurs, les interprètes et les traducteurs-interprètes jurés

Le Ministre de la Justice,

Vu l'article 555/7 du Code judiciaire, inséré par la loi du 5 mai 2019 portant dispositions diverses en matière d'information de la Justice, de modernisation du statut des juges consulaires et relativement à la banque des actes notariés ;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 23 septembre 2018 établissant la composition et le fonctionnement de la commission d'agrément compétente pour les experts judiciaires, les traducteurs, les interprètes et les traducteurs-interprètes jurés et la contribution aux frais d'inscription,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales – Définitions*

Article 1^{er}. Dans le présent règlement, on entend par :

1° le Siège : le siège de la commission d'agrément, établi au SPF Justice, boulevard de Waterloo 115, 1000 Bruxelles ;

2° la Loi : les articles 555/6 à 555/16 du Code judiciaire ;

3° l'arrêté royal : l'arrêté royal du 23 septembre 2018 portant exécution de la loi du 10 avril 2014 modifiant diverses dispositions en vue d'établir un registre national des experts judiciaires et établissant un registre national des traducteurs, interprètes et traducteurs-interprètes jurés.

CHAPITRE II. — *Le président*

Art. 2. Le président de la commission d'agrément est choisi parmi les présidents des chambres pour une durée de deux ans. Si les présidents des chambres ne parviennent pas à un accord sur la nomination d'un président, la personne comptant la plus grande ancienneté en tant que magistrat est désignée. En cas d'ancienneté égale, la personne la plus âgée est désignée.

Art. 3. Le président représente la commission d'agrément. Il est chargé, en collaboration avec le service du registre national, d'établir le rapport annuel de la commission d'agrément, ainsi que d'assurer le bon fonctionnement de la commission d'agrément. En l'absence du président, celui-ci est remplacé par le président de l'autre chambre.

CHAPITRE III. — *Les chambres*

Art. 4. Le choix linguistique du candidat expert judiciaire ou du candidat traducteur, interprète ou traducteur-interprète juré lors de sa première demande d'inscription au registre national détermine la compétence de la chambre, francophone ou néerlandophone. En cas de double choix linguistique, les présidents des deux chambres statuent par consensus.

Art. 5. En cas d'empêchement temporaire du membre effectif, le suppléant siège. Le membre empêché de prendre part à la séance en informe sans délai le président et le service du registre national. Conformément à l'article 14 de l'arrêté royal du 23 septembre 2018, la commission d'agrément siège en chambres réunies à la demande du président de la commission d'agrément ou du président de l'une des chambres ou du ministre de la Justice ou du fonctionnaire représentant le service du registre national.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2023/43020]

11 MEI 2023. — Ministerieel besluit tot vastlegging van het huishoudelijk reglement van de aanvaardingscommissie bevoegd voor de gerechtsdeskundigen en voor de beëdigd vertalers, tolken en vertalers-tolken

De Minister van Justitie,

Gelet op artikel 555/7 van het Gerechtelijk Wetboek, ingevoegd door de wet van 5 mei 2019 houdende diverse bepalingen inzake informatisering van Justitie, modernisering van het statuut van rechters in ondernemingszaken en inzake de notariële aktebank;

Gelet op artikel 2 van het koninklijk besluit van 23 september 2018 tot vaststelling van de samenstelling en de werking van de aanvaardingscommissie bevoegd voor de gerechtsdeskundigen en voor de beëdigd vertalers, tolken en vertalers-tolken en van de bijdrage in de kosten tot opname,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen – Definities*

Artikel 1. In dit reglement wordt verstaan onder:

1° de Zetel : de zetel van de aanvaardingscommissie, is gevestigd op de FOD Justitie, Waterloolaan, 115 te 1000 Brussel;

2° de Wet : Gerechtelijk wetboek, artikelen 555/6 tot 555/16;

3° het koninklijk besluit : het koninklijk besluit van 23 september 2018 tot uitvoering van de wet van 10 april 2014 tot wijziging van verschillende bepalingen met het oog op de oprichting van een nationaal register voor gerechtsdeskundigen en tot oprichting van een nationaal register voor beëdigd vertalers, tolken en vertalers-tolken.

HOOFDSTUK II. — *De voorzitter*

Art. 2. De voorzitter van de aanvaardingscommissie wordt gekozen tussen de kamervoorzitters voor een termijn van twee jaar. Indien de kamervoorzitters niet tot een akkoord komen over de aanwijzing van een voorzitter, dan wordt de persoon met de meeste anciënniteit als magistraat aangewezen. Bij gelijke anciënniteit wordt de oudste persoon aangewezen.

Art. 3. De voorzitter vertegenwoordigt de aanvaardingscommissie. Hij staat samen met de dienst nationaal register in voor de opstelling van het jaarverslag van de aanvaardingscommissie, alsook voor de goede werking van de aanvaardingscommissie. Indien de voorzitter afwezig is, wordt hij vervangen door de andere kamervoorzitter.

HOOFDSTUK III. — *De kamers*

Art. 4. De taalkeuze van de kandidaat gerechtsdeskundige of van de kandidaat beëdigd vertaler, tolk of vertaler-tolk bij zijn eerste aanvraag tot opname in het nationaal register, bepaalt de bevoegdheid van de kamer, Nederlandstalige of Franstalige. Bij een dubbele taalkeuze beslissen de voorzitters van de beide kamers bij consensus.

Art. 5. Bij tijdelijke verhinderd van het effectief lid zetelt de plaatsvervanger. Een lid dat verhinderd is om aan de vergadering deel te nemen, verwittigt hiervan onmiddellijk de voorzitter en de dienst nationaal register. Overeenkomstig artikel 14 van het Koninklijk besluit van 23 september 2018, zetelt de aanvaardingscommissie met verenigde kamers op verzoek van de voorzitter van de aanvaardingscommissie of van de voorzitter van één van de kamers of van de Minister van Justitie of van de ambtenaar die de dienst nationaal register vertegenwoordigt.

CHAPITRE IV. — *Fonctionnement de la Commission d'agrément**Section 1. — Convocation de la commission d'agrément*

Art. 6. Les chambres de la commission d'agrément se réunissent aussi souvent que nécessaire à leur bon fonctionnement. Elles sont convoquées par courrier électronique, par le secrétariat de la commission d'agrément.

La date de la réunion est fixée en concertation avec le président de chambre compétent.

Sauf en cas d'urgence, chaque convocation est envoyée au moins deux semaines avant la réunion ; elle indique la date, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion.

Art. 7. Si nécessaire, en cas d'urgence ou afin de garantir le bon déroulement d'une commission, un avis peut être rendu par voie électronique. Le service du registre national assure, en concertation avec le président, la coordination des avis des membres reçus par courrier électronique et veille, sous sa supervision, à leur traitement.

Art. 8. Lors de l'établissement de l'ordre du jour, le président de la chambre désigne les membres non permanents sur la base du domaine d'expertise dont relèvent les dossiers traités.

Art. 9. Les réunions des chambres se tiennent normalement dans les bâtiments du SPF Justice. Toutefois, si les nécessités du service le justifient, elles peuvent aussi se tenir, en concertation avec le service du registre national, dans un autre endroit déterminé par le président de la chambre ou par vidéoconférence.

Les réunions de la commission d'agrément en chambres réunies se tiennent toujours dans les bâtiments du SPF Justice.

Section 2. — Ordre du jour

Art. 10. Le service du registre national établit l'ordre du jour en concertation avec le président de la chambre. Cet ordre du jour est envoyé par courrier électronique aux membres de la commission par le service du registre national. L'ordre du jour des chambres réunies est établi en concertation avec les présidents des deux chambres.

Art. 11. L'ordre du jour est subdivisé en dossiers A, B et C.

Les dossiers A comprennent les demandes d'inscription ou de prolongation dans le registre national, que le service a jugées complètes et pour lesquelles il émet un avis favorable.

Les dossiers B comprennent toutes les autres demandes d'inscription ou de prolongation dans le registre national.

Les dossiers C concernent les plaintes et les dossiers à caractère disciplinaire (avis relatifs à des suspensions ou des radiations temporaires ou définitives).

Art. 12. Le président de chambre peut, sur la base du dossier, décider que le candidat expert ou le candidat traducteur, interprète ou traducteur-interprète sera entendu par la commission d'agrément.

En cas de demande d'avis concernant une plainte ou une sanction disciplinaire, la chambre compétente doit entendre l'expert judiciaire, le traducteur, l'interprète ou le traducteur-interprète, conformément à l'article 13 de l'arrêté royal du 23 septembre 2018, à moins que la plainte ne soit manifestement non fondée.

Art. 13. La documentation relative à un point particulier de l'ordre du jour sera, dans la mesure du possible, mise à la disposition des membres des commissions d'agrément par le service du registre national par voie électronique via une plate-forme numérique sécurisée ou, à défaut, transmise par voie électronique.

Si la documentation disponible ne peut être communiquée par voie électronique aux membres de la commission d'agrément, elle pourra être consultée au service du registre national.

Section 3. — Réunion

Art. 14. Le président de la chambre dirige la réunion. Il ouvre la réunion, la suspend si nécessaire et la clôt. Il est chargé du maintien de l'ordre en séance.

En cas d'empêchement du président de la chambre, il est remplacé par son suppléant.

Art. 15. Seules les questions inscrites à l'ordre du jour sont examinées, à moins que les membres présents de la chambre ne décident à l'unanimité de traiter d'autres points non inscrits.

HOOFDSTUK IV. — *De werking van de aanvaardingscommissie**Afdeling 1. — Het bijeenroepen van de aanvaardingscommissie*

Art. 6. De kamers van de aanvaardingscommissie vergaderen zo vaak als voor hun goed functioneren nodig is. Zij worden via e-mail samengeroepen door het secretariaat van de aanvaardingscommissie.

De datum van de vergadering wordt bepaald in samenspraak met de bevoegde kamervoorzitter.

Behalve in spoedeisende gevallen, geschiedt elke bijeenroeping minstens twee weken voorafgaand aan de vergadering en vermeldt de uitnodiging datum, uur, plaats en agenda van de vergadering.

Art. 7. Indien nodig, in spoedeisende gevallen of indien de goede werking van een commissie het vereist, kan een advies worden uitgebracht via elektronische weg. De dienst nationaal register waakt over coördinatie van de adviezen van de leden, ontvangen per e-mail, in samenspraak met de voorzitter en waakt onder zijn toezicht, over de behandeling ervan.

Art. 8. Bij het opstellen van de agenda duidt de kamervoorzitter de niet-permanente leden aan op basis van het expertisedomein waartoe de behandelde dossiers behoren.

Art. 9. Normalerweise vinden de vergaderingen van de kamers plaats in de gebouwen van de FOD Justitie. Indien de behoeften van de dienst dit rechtvaardigen, kunnen zij echter ook, in overleg met de dienst nationaal register, op een andere, door de kamervoorzitter vastgestelde plaats of per videoconferentie worden gehouden.

De vergaderingen van de aanvaardingscommissie met verenigde kamers vinden altijd plaats in de gebouwen van de FOD Justitie.

Afdeling 2. — De agenda

Art. 10. De dienst nationaal register stelt in samenspraak met de kamervoorzitter de agenda vast. Deze wordt per mail aan de leden van de commissie overgemaakt door de dienst nationaal register. De agenda van de verenigde kamers wordt opgesteld in samenspraak met de beide kamervoorzitters.

Art. 11. De agenda wordt ingedeeld in A, B en C-dossiers.

A-dossiers omvatten de aanvragen tot inschrijving of verlenging in het nationaal register, die door de dienst volledig zijn bevonden en gunstig worden geadviseerd.

B-dossiers omvatten alle andere aanvragen tot inschrijving of verlenging in het nationaal register.

C-dossiers betreffen de klachten en de dossiers met tuchtkarakter (advies betreffende schorsing, tijdelijke of definitieve schraping).

Art. 12. De kamervoorzitter kan, op basis van het dossier, beslissen de kandidaat deskundige of kandidaat vertaler, tolk of vertaler-tolk te horen door de aanvaardingscommissie.

In geval van een adviesaanvraag betreffende een klacht of een disciplinaire sanctie moet de bevoegde kamer de gerechtsdeskundige, de vertaler, tolk of vertaler-tolk horen overeenkomstig artikel 13 van het koninklijk Besluit van 23 september 2018, behalve ingeval de klacht klaarblijkelijk ongegrond is.

Art. 13. De documentatie met betrekking tot een welbepaald agendapunt zal in de mate van het mogelijke elektronisch ter beschikking worden gesteld aan de leden van de aanvaardingscommissies door de dienst nationaal register via een beveiligd digitaal platform of wordt, indien dit niet mogelijk is, via elektronische weg overgemaakt.

Indien de beschikbare documentatie niet elektronisch kan worden meegedeeld aan de leden van de aanvaardingscommissie, wordt ze ter inzage gelegd bij de dienst nationaal register.

Afdeling 3. — De vergadering

Art. 14. De kamervoorzitter leidt de vergadering. Hij opent de vergadering, schorst ze zo nodig en sluit ze. Hij is belast met de handhaving van de orde ter zitting.

Indien de kamervoorzitter belet is, wordt hij vervangen door zijn plaatsvervanger.

Art. 15. Alleen de aangelegenheden die op de agenda zijn vermeld, worden in bespreking gebracht, tenzij de aanwezige leden van de kamer eenparig beslissen om andere niet ingeschreven agendapunten te behandelen.

Art. 16. Si le président de la chambre estime que le sujet a été suffisamment discuté, il peut être procédé à la prise de décision et au vote sur le point inscrit à l'ordre du jour ou l'avis. Le président de la chambre peut décider d'y procéder après épuisement de l'ordre du jour.

Art. 17. À la demande du président de la chambre, d'un des membres de la chambre ou de l'expert judiciaire, du traducteur, de l'interprète ou du traducteur-interprète juré ou de leur conseil, la commission peut décider de procéder ou de faire procéder à des devoirs complémentaires avant de statuer. Le service du registre national se charge de l'exécution de cette mission d'information.

Art. 18. La chambre compétente ne peut valablement délibérer que si au moins trois des quatre membres permanents sont présents. Les décisions sont prises à la majorité simple des voix. En cas de parité des voix, celle du président de la chambre est prépondérante.

Section 4. — Procès-verbal

Art. 19. Outre la préparation des avis relatifs à chaque dossier, le service du registre national rédige le procès-verbal de chaque réunion de la commission d'agrément et des chambres compétentes et le soumet ensuite à l'approbation du président de cette réunion.

Art. 20. Le procès-verbal de la réunion des chambres compétentes comprend :

- la date de la réunion ;
- les noms des membres présents, éventuellement de leurs suppléants et, le cas échéant, des experts externes présents conformément à l'art. 5, alinéa 4, de l'arrêté royal du 23 septembre 2018 ;
- les noms des membres absents ;
- la constatation que le quorum a été ou non atteint pour délibérer valablement ;
- l'ordre du jour de la réunion ;
- l'audition ou non de l'intéressé ;
- les conclusions ou avis par point à l'ordre du jour ;
- le cas échéant, la répartition des votes ;
- le cas échéant, la date de la prochaine réunion de la commission d'agrément.

Art. 21. Les avis relatifs à un dossier individuel pouvant donner lieu à une des sanctions prévues par la loi font l'objet d'un procès-verbal distinct mentionnant, outre la composition de la chambre :

- la date de la convocation de la personne concernée ;
- la date à laquelle la personne concernée a été appelée à comparaître devant la chambre (ou la date de son absence) ;
- l'inventaire des pièces du dossier (conclusions) et des documents produits par la personne concernée ;
- l'avis motivé de la chambre.

Art. 22. Le procès-verbal est approuvé électroniquement par les membres qui ont pris part aux délibérations et signé par le président par voie électronique ou de manière manuscrite.

Art. 23. Le service du registre national rédige, en collaboration avec le président, un rapport distinct des réunions en chambres réunies. Il est signé par le président par voie électronique ou de manière manuscrite.

Art. 24. Les extraits des procès-verbaux sont signés par le président de la chambre ou par un membre permanent de la commission d'agrément désigné par lui, par voie électronique ou de manière manuscrite.

Art. 25. Les avis sont rédigés par le service du registre national, approuvés par les membres, si nécessaire par voie électronique, et signés par voie électronique ou de manière manuscrite par le président de la chambre ou un membre permanent de la commission d'agrément désigné par lui.

Art. 16. Indien de kamervoorzitter oordeelt dat het onderwerp voldoende werd besproken, kan worden overgegaan tot de besluitvorming en de stemming over het agendapunt of het advies. De kamervoorzitter kan beslissen dat dit geschiedt na de bespreking van de dagorde.

Art. 17. Op vraag van de kamervoorzitter, van één van de leden van de kamer of van de gerechtsdeskundige, de vertaler, de tolk of de beëdigde vertaler/tolk of hun raadsman kan de commissie besluiten om bijkomende informatie op te vragen of laten opvragen alvorens een beslissing te nemen. De dienst nationaal register is verantwoordelijk voor de uitvoering van informatieopdracht.

Art. 18. De bevoegde kamer kan slechts geldig beslissen als minstens drie van de vier permanente leden aanwezig zijn. De beslissingen worden genomen bij gewone meerderheid van stemmen. Bij staking van stemmen is de stem van de kamervoorzitter doorslaggevend.

Afdeling 4. — De notulen

Art. 19. Naast de voorbereiding van de adviezen per dossier, stelt de dienst nationaal register de notulen op van elke vergadering van de aanvaardingscommissie en van de bevoegde kamers en legt ze vervolgens ter goedkeuring voor aan de voorzitter van die vergadering.

Art. 20. De notulen van de vergadering van de bevoegde kamers bevatten:

- de datum van de vergadering;
- de namen van de aanwezige leden, desgevallend hun plaatsvervangers, en, in voorkomend geval, de aanwezige externe deskundigen zoals voorzien in art. 5, vierde lid K.B. 23 september 2018;
- de namen van de afwezige leden ;
- de vaststelling dat het quorum om geldig te beraadslagen al dan niet is bereikt;
- de agenda van de vergadering;
- het al dan niet horen van de betrokkene;
- de besluiten of adviezen per agendapunt;
- de stemverhouding, indien van toepassing;
- in voorkomend geval, de datum van de volgende vergadering van de aanvaardingscommissie.

Art. 21. De adviezen met betrekking tot een individueel dossier dat aanleiding kan geven tot één van de sancties waarin de wet voorziet, vormen het voorwerp van een afzonderlijk verslag waarin, naast de samenstelling van de kamer, ook wordt vermeld:

- de datum waarop de betrokkene is gedagvaard;
- de datum waarop de betrokkene is opgeroepen om voor de kamer te verschijnen (of de datum waarop hij of zij afwezig was);
- een inventaris van de stukken in het dossier (besluiten) en de documenten die door de betrokkene zijn ingediend;
- het met redenen omkleed advies van de kamer.

Art. 22. De notulen worden elektronisch goedgekeurd door de leden die aan de beraadslaging hebben deelgenomen en worden ondertekend door de voorzitter, hetzij met een elektronische handtekening, hetzij met een handgeschreven handtekening.

Art. 23. In samenwerking met de voorzitter stelt de dienst nationaal register een apart verslag op van de vergaderingen in verenigde kamers. Het wordt ondertekend door de voorzitter, hetzij met een elektronische handtekening, hetzij met een handgeschreven handtekening.

Art. 24. De uittreksels van de notulen worden ondertekend door de kamervoorzitter of een permanent lid van de aanvaardingscommissie, aangeduid door de kamervoorzitter, hetzij met een elektronische handtekening, hetzij met een handgeschreven handtekening.

Art. 25. De adviezen worden opgesteld door de dienst nationaal register, worden goedgekeurd door de leden, indien nodig elektronisch, en worden ondertekend door de kamervoorzitter of een permanent lid van de aanvaardingscommissie, aangeduid door de kamervoorzitter, hetzij met een elektronische handtekening, hetzij met een handgeschreven handtekening.

CHAPITRE VI. — *Indemnités*

Art. 26. Conformément à la loi et à l'article 15 de l'arrêté royal du 23 septembre 2018, les membres ont droit à un jeton de présence qui inclut les frais de déplacement.

Art. 27. Les demandes de paiement des indemnités sont adressées au service du registre national.

CHAPITRE VII. — *Incompatibilités*

Art. 28. Il est interdit aux membres de la commission d'agrément de participer à une délibération ou de rendre un avis quand ils ont un intérêt personnel, direct ou indirect.

Le membre de la commission sachant qu'il existe une cause de récusation en son chef est tenu de s'abstenir.

Quand le candidat expert judiciaire ou le candidat traducteur, interprète ou traducteur-interprète juré introduit une nouvelle demande, il n'y a pas d'objection à ce que cette demande soit traitée par la chambre compétente de la commission d'agrément dans la même composition.

Art. 29. La déclaration du membre concerné, ainsi que la mention que le membre n'a pas participé à la poursuite de la délibération et au vote, sont consignées dans le procès-verbal de la commission d'agrément.

CHAPITRE VIII. — *Confidentialité*

Art. 30. Les membres de la commission d'agrément sont tenus au devoir de discrétion.

Art. 31. Les experts consultés et les membres du personnel administratif sont également tenus par le devoir de discrétion à l'égard de toutes les données dont ils ont connaissance dans le cadre de l'exercice de leur mission.

Art. 32. En dehors de ses fonctions de membre de la commission d'agrément, chacun des membres de la commission d'agrément conserve sa liberté d'expression individuelle, y compris à des fins académiques ou didactiques, à condition que ce membre souligne sans équivoque qu'il n'exprime que son opinion personnelle et n'engage pas les autres membres de la commission d'agrément.

Art. 33. Les membres de la commission d'agrément veillent à ne pas porter atteinte à la confiance des tiers dans celle-ci ni à mettre en cause l'indépendance dont ils doivent faire preuve dans l'exercice de leurs fonctions.

CHAPITRE IX. — *Dispositions finales*

Art. 34. À la demande des chambres réunies de la commission d'agrément, un amendement au présent règlement peut être proposé.

CHAPITRE X. — *Entrée en vigueur*

Art. 35. Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 11 mai 2023.

V. VAN QUICKENBORNE,

Vice-premier ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord

HOOFDSTUK VI. — *Vergoedingen*

Art. 26. Conform de wet en het artikel 15 van het koninklijk besluit van 23 september 2018, hebben de leden recht op een presentiegeld waarin de verplaatsingskosten zijn begrepen.

Art. 27. De aanvragen tot het uitbetalen van vergoedingen worden toegestuurd aan de dienst nationaal register.

HOOFDSTUK VII. — *Onverenigbaarheden*

Art. 28. Het is de leden van de aanvaardingscommissie verboden deel te nemen aan een beraadslaging of het verlenen van een advies waarbij zij een persoonlijk, rechtstreeks of onrechtstreeks belang hebben.

Het lid van de commissie dat weet dat er in zijn hoofd een wrakingsgrond bestaat, moet zich onthouden.

Wanneer de kandidaat gerechtsdeskundige of de kandidaat beëdigd vertaler, tolk of vertaler-tolk een nieuwe aanvraag indient, is er geen bezwaar dat deze aanvraag door de bevoegde kamer van de aanvaardingscommissie in dezelfde samenstelling wordt behandeld.

Art. 29. De verklaring van het betrokken lid, alsook de vermelding dat het lid niet heeft deelgenomen aan verdere beraadslaging en stemming, worden opgenomen in de notulen van de aanvaardingscommissie.

HOOFDSTUK VIII. — *Vertrouwelijkheid*

Art. 30. De leden van de aanvaardingscommissie zijn gehouden tot de discretieplicht.

Art. 31. De geconsulteerde experten en de leden van het administratief personeel zijn eveneens gehouden door de discretieplicht voor alle gegevens waarvan zij kennis krijgen in het kader van de uitoefening van hun opdracht.

Art. 32. Elk van de leden van de aanvaardingscommissie behoudt buiten zijn opdracht als lid van de aanvaardingscommissie, zijn individuele vrijheid van spreken, onder meer voor academische of didactische doeleinden, voor zover dit lid ondubbelzinnig benadrukt dat hij slechts zijn persoonlijke mening uitdrukt en niet de andere leden van de aanvaardingscommissie verbindt.

Art. 33. De leden van de aanvaardingscommissie waken er over dat zij het vertrouwen vanwege derden in deze commissie niet schenden, noch de onafhankelijkheid, waarvan zij blijf moeten geven bij de uitoefening van hun taken, op het spel zetten.

HOOFDSTUK IX. — *Slotbepalingen*

Art. 34. Op verzoek van de verenigde kamers van de aanvaardingscommissie kan een wijziging van dit reglement worden voorgesteld.

HOOFDSTUK X. — *Inwerkingtreding*

Art. 35. Dit huishoudelijk reglement treedt in werking op de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* verschijnt.

Brussel, 11 mei 2023.

V. VAN QUICKENBORNE,

Vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Noordzee